



Ils ont dit...

**Pierre Elliott Trudeau,
Premier ministre du Canada**

«... Après 114 ans d'existence, le Canada devient enfin, au sens technique, au sens légal, un pays indépendant. Il reste, bien sûr, au Parlement canadien et au Parlement britannique d'entériner ces accords, mais le fait que nous ayons formé un consensus... nous permettra de franchir ces étapes, avec la coopération, au Canada, des partis de l'opposition et en Grande-Bretagne, avec celle du gouvernement et des partis de l'opposition».

**Gérard Pelletier,
ambassadeur**

«Le Canada est perçu comme un pays charnière, pas tout à fait du Nord, parce qu'il n'est pas une grande puissance, un peu du Sud. Avec les pays en voie de développement, le Canada a en commun des tas de problèmes comme les matières premières, les coûts des matières premières, l'exploitation de nos richesses naturelles sur notre territoire...

Les pays du Tiers-monde disent : «Le Canada est peut-être capable de nous comprendre, lui, parce qu'il a nos problèmes. Ce n'est pas parce qu'il est plus vertueux ou plus fin, ou plus beau, ou plus généreux, c'est parce qu'il est aux prises avec ces difficultés-là. Il ne les éprouve pas dans la pauvreté comme nous, il les éprouve dans une relative aisance, mais il les éprouve». Donc, nous avons un langage commun...

**Max Yalden,
commissaire aux Langues
officielles du Canada**

«L'Amérique du Nord présente une façade trompeuse d'unilinguisme derrière laquelle, depuis des siècles, coexistent de nombreuses langues. Les trois qui viennent immédiatement à l'esprit sont l'anglais, le français et l'espagnol, mais s'y ajoutent les langues autochtones et celles des immigrants venus de tous les coins du monde».

**Mark McGuigan,
secrétaire d'Etat
aux Affaires extérieures**

«Le souci du gouvernement fédéral de contribuer à l'épanouissement des communautés francophones s'est traduit par une politique de soutien vigoureux au développement de la francophonie internationale. C'est là, d'ailleurs, une dimension fondamentale et permanente de notre politique étrangère. Le Québec et les autres provinces comprenant des communautés francophones importantes, c'est-à-dire le Nouveau-Brunswick, l'Ontario et le Manitoba, ont toutes participé et contribué à des degrés variés et selon des formes diverses à cette politique.»

**Marc Lalonde,
ministre de l'Énergie,
des Mines et des
Ressources du Canada**

«Le Canada se refuse à voir le problème des pays en développement sous le seul angle du déficit de leurs balances des paiements pétroliers. Il désire aller plus loin et contribuer à rompre le cercle vicieux de leur dépendance à l'égard des importations de pétrole. A cet égard, il veut les aider à mettre en valeur leurs propres ressources. L'une des mesures de notre Programme énergétique national consiste justement en l'établissement d'une filiale de notre société pétrolière d'Etat «Petro Canada International» dont le mandat est de procéder à des travaux d'exploration uniquement dans les régions en voie de développement où les compagnies pétrolières multinationales hésitent souvent à investir. Quelque 250 millions de dollars ont été prévus pour financer cette entreprise».